

# PME & REGIONS

en direct

## Loups : les décrets d'abattage validés

**ENVIRONNEMENT.** Le Conseil d'Etat a confirmé la validité de deux arrêtés autorisant la chasse encadrée de 36 loups, espèce protégée en France. La population y atteint 360 individus, contre 292 un an plus tôt selon l'Office national de la chasse et de la faune sauvage. Les éleveurs estiment que les loups tuent 10.000 bêtes chaque année.



Martin Bureau/APF

## Polygonis signe avec la Défense

**ÎLE-DE-FRANCE.** Le bailleur social Polygonis a annoncé la signature avec le ministère des Armées d'un accord visant à faciliter le fait que ses salariés soient réservistes. Cette convention de soutien à la réserve militaire prévoit l'aménagement des conditions de travail et le maintien du salaire du collaborateur pendant le temps de mobilisa-

tion. Une durée de dix jours de réserve par an est accordée sur le temps de travail aux collaborateurs réservistes. Une clause de réactivité est également prévue et permet aux personnes de rejoindre rapidement leur organisme militaire de rattachement avec un délai d'information de l'employeur fixé à quinze jours au moins avant de rejoindre leur unité. Depuis 2016, tous les réservistes de premier niveau font partie de la Garde nationale.

# Les robots prennent timidement leurs marques dans les PME

- Le programme Robot Start PME, qui parvient à son terme, aura permis d'équiper une centaine de sociétés.
- L'arrivée d'un robot reste un moment délicat dans une entreprise, témoignent certains dirigeants.

## ROBOTIQUE

Laurence Albert  
@L\_Albert\_

Il s'appelle Isaac en hommage au célèbre auteur de science-fiction Isaac Asimov. Ce robot a débarqué il y a dix-huit mois chez Posson Packaging, entreprise d'emballage de Sablé-sur-Sarthe. Depuis, sa dirigeante, Sylvie Casenave-Peré, ne tarit pas d'éloges sur cette machine qui « soulage » les salariés dans leurs tâches de palettisation. Elle planifie déjà l'achat d'un second robot.

Posson Packaging reste un cas relativement isolé. Nombre de dirigeants de PME hésitent à se lancer dans l'aventure robotique. En 2015, les usines françaises ne comptaient que 32.000 robots, soit cinq fois moins qu'en Allemagne (lire également page 10). Et les PME sont moins équipées que les grands groupes. Qu'il s'agisse de robots traditionnels ou, a fortiori, de robots collaboratifs (« cobots »), ces machines dernière génération, plus flexibles, et qui, sorties de leurs « cages », travaillent en interaction avec l'homme. « Les PME se convertissent petit à petit, notamment dans les secteurs industriel, logistique ou manufacturier, mais il y a encore de nombreux freins : manque d'information, crainte d'investir à perte... L'arrivée des cobots, moins chers, dotés d'interfaces plus rapides et d'outils digitaux, ouvre des perspectives », relève Catherine Simon, d'Innorobo.

Pour aider les PME, l'Etat et la filière industrielle (Cetim, Symop) ont mis sur pied en 2013 le programme « Robot Start PME » de soutien au premier équipement robotique, qui arrive à échéance fin 2017 et ne sera pas reconduit. Son bilan est



Les robots sans fil et autonomes de BA Robotic Systems Group effectuent le transport de charges. Photo BA Robotic Systems

assez inégal. Il aura permis d'équiper de 110 à 150 entreprises, moitié moins que prévu. En revanche, les « bénéfices sont réels », selon l'étude : + 86 % de productivité, + 68 % de rentabilité, + 18 % de chiffre d'affaires, + 90 % d'amélioration des conditions de travail sur deux ans. « Au-delà du retour sur investissement, nous voulions les aider à faire évoluer leur organisation pour se préparer à intégrer d'autres briques technologiques, d'autres marchés et d'autres enjeux comme le digital »,

précise aussi Pierre-Marie Gaillot, du Cetim (centre technique des industries mécaniques). Un robot permet d'amplifier la cadence, d'adapter la charge au carnet de commandes, de diminuer la pénibilité. Encore faut-il savoir bien le positionner. « Nous pensons commencer par une machine d'usinage, or il s'est révélé plus pertinent d'agir au début de la chaîne de valeur », témoigne Landry Maillet, le patron d'ABCM chez qui l'arrivée du robot, soutenu par Robot Start PME, a occasionné « une vraie mutation intellectuelle ». « L'enjeu, c'est le bond technologique, la transformation du métier », confirme le consultant Philippe Levesque, qui a coaché une dizaine d'entreprises.

Mais, avant d'en arriver là, la route est longue. Bien des patrons sont rebutés par la complexité du choix des machines et des intégrateurs,

voire du prix. Pensé en 2013 avant la vague des cobots, Robot Start PME aura essentiellement financé des robots de chargement-déchargement, d'assemblage et de soudage. Doté d'un budget de 6 millions, le programme supportait 10 % de l'investissement. Un robot coûte environ 200.000 euros et s'amortit en 24 à 48 mois, sans compter les frais annexes (formation, équipements...).

**Intégrateur de proximité**  
Dernier écueil, la dimension humaine. Si elle modernise l'image de l'entreprise, l'arrivée du robot effraie certains salariés qui craignent de se voir remplacés. « Beaucoup de patrons y songent, mais hésitent, faute de savoir comment gérer socialement un projet de robotisation », reconnaît Pierre-Marie Gaillot. Les deux tiers des entreprises du programme Robot Start PME ont vu leur croissance s'amplifier, avec à la clef des embauches. Mais ce n'est pas une loi intangible.

Pour faciliter l'arrivée, « mieux vaut opter pour un intégrateur de proximité », témoignent les dirigeants. « Un robot, c'est six mois de réglages, contre trois jours pour une machine. Il faut y toucher, se l'approprier et être accompagné », assure Landry Maillet. « Nos opérateurs ne parlent généralement ni allemand, ni anglais », rappelle Sylvie Casenave-Peré, qui a fait appel à un intégrateur nantais. Certaines régions en sont bien dotées. « Nous avons un bon tissu de PME d'intégration et quelques fleurons parmi les fabricants français », reconnaît Catherine Simon. « Maintenant, il faut s'efforcer de mieux structurer cette jeune filière, en créant un fonds de développement et en mettant les grands groupes à contribution. » ■

## Deux exemples d'intégration réussie



Posson

Basé à Sablé-sur-Sarthe, Posson Packaging (126 salariés, 25 millions de chiffre d'affaires), qui produit chaque jour 1,5 million d'objets en carton, a acquis un robot pour soulager les salariés. « Davantage que de gagner en productivité, ma priorité était de prévenir les troubles musculo-squelettiques et d'accompagner les opérateurs dans les tâches fatigantes pour que les postes restent attractifs », raconte la dirigeante Sylvie Casenave-Peré, qui a, au préalable, réalisé des audits et visité des entreprises allemandes. Elle a investi 500.000 euros.



ABCM

En trois ans, l'entreprise vendéenne ABCM, spécialisée dans les solutions d'usinage industriel (78 salariés, 13,5 millions de chiffre d'affaires), aura acquis trois robots, soit 470.000 euros d'investissements. Outre des gains de qualité et de productivité, et la conquête de nouveaux marchés, cette modernisation de la PME la rend également plus « attractive », assure son dirigeant Landry Maillet. « Un atout » dans un secteur qui peine à recruter.

# 37

## SALARIÉS EN MOYENNE

Dans les PME accompagnées par le programme Robot Start PME